

**COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

du

MERCREDI 28 FÉVRIER 2007

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

van

WOENSDAG 28 FEBRUARI 2007

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 32 par M. André Frédéric, président.

01 Interpellations & question jointes de

- **M. Pieter De Crem au Premier ministre sur « l'annonce d'un conclave de trois jours que tiendra le gouvernement » (n° 1024) ;**
- **M. Melchior Wathelet au Premier ministre sur « le conclave de trois jours prévu par le gouvernement » (n° 1025) ;**
- **M. Jean-Marc Nollet au Premier ministre sur « le mega-Conseil des ministres annoncé pour le mois de mars » (n° 14218).**

Le **président** : Notre collègue M. Nollet étant absent, sa question n° 14218 est retirée.

01.01 Pieter De Crem (CD&V) : Un Conseil des ministres extraordinaire de trois jours sera organisé en mars. La journée du 16 mars sera consacrée au bilan de l'exécution de l'accord de gouvernement ; le 17 mars, M. Guy Quaden, gouverneur de la Banque Nationale, viendra expliciter certains points ; le Conseil s'achèvera le 18 mars par le contrôle budgétaire.

Il semble que les socialistes n'aient guère été enthousiasmés par cette initiative du premier ministre, craignant surtout d'assister à un grand show. À mes yeux, cette crainte n'est pas dénuée de fondement. De nombreuses mesures annoncées à l'issue des précédents grands Conseils des ministres tenus par la violette n'ont pas été exécutées. Par ailleurs, des décisions moins agréables, telles que l'instauration d'un système de cliquet pour l'essence, ont également filtré.

Le fait que le gouvernement invite M. Quaden à venir expliquer certains points est une bonne idée. En effet, les chiffres que le ministre des Finances a communiqués au gouvernement et au Parlement dans le passé ne se sont pas toujours révélés corrects. Nous avons tous en mémoire l'erreur de 800 millions d'euros commise lors du dernier contrôle budgétaire de juillet dernier.

Autre constat important : les rapports annuels de la Banque nationale font apparaître qu'au cours des dernières années, le gouvernement n'a pas tiré profit des fruits de la conjoncture économique favorable dont a bénéficié l'Europe. La Belgique n'a pas réduit son retard dans le domaine de l'emploi et la croissance économique qu'elle a connue ne s'est pas traduite en emplois suffisants. En 2006, le taux d'occupation belge a même baissé. Le chômage reste élevé : 8,3 % de la population active étaient au chômage en 2006. En dépit d'une légère baisse de 0,2 %, notre taux de chômage compte parmi les plus élevés de l'UE-15.

L'objectif des 200.000 emplois nouveaux annoncé dans l'accord de gouvernement n'a pas été atteint. Le compteur reste bloqué à un peu plus de 150.000 emplois. Il s'agit par ailleurs pour une large part d'emplois dans le secteur non marchand, des emplois subsidiés par les pouvoirs publics. L'objectif de l'accord de gouvernement d'assurer un plein emploi avec des emplois de qualité n'est donc pas atteint. Notre retard sur le plan de l'emploi par rapport à des pays à la situation socioéconomique comparable est ahurissant.

Selon la Banque Nationale, le budget 2006 présentait un déficit structurel de 0,4% du PIB. L'UE fait même état d'un déficit de 0,7%. La croissance économique et le vieillissement qui s'annonce n'ont pas été pris en compte dans le cadre d'une politique budgétaire prévoyante. En d'autres termes, la croissance économique n'est pas mise à profit pour constituer des excédents budgétaires structurels. Des revers - comme une surévaluation des recettes escomptées - ont été compensés par une série de mesures uniques.

Notre solde primaire structurel est passé de 7 % du PIB à 3,7 %. J'imagine que, le 17 mars, le gouverneur Quaden communiquera au gouvernement ce que nous avons déjà pu lire dans le rapport, à savoir que la Belgique perd des parts de marché. Les exportations sont en baisse et notre pays est relégué dans le bas de tous les classements fondés sur la compétitivité.

Il est également important de souligner que la sécurité sociale a perdu de son efficacité comme outil servant à protéger les revenus. Nous glissons du peloton de tête vers le milieu du classement. Mme Bea Cantillon n'est pas la seule à en faire le constat puisque le Centre de politique sociale partage son analyse. La déclaration du gouvernement faisait pourtant état d'une Belgique créative et solidaire, parlait d'un bol d'oxygène pour le pays. La bonbonne à oxygène n'a malheureusement pas été rechargée.

Toutes ces constatations sur la situation socio-économique du pays n'ont pas été faites par l'opposition. Il s'agit de constatations objectives faites par des instituts au-dessus de tout soupçon, tels que la Banque nationale, la Cour des comptes et le Bureau du plan.

Quels sont exactement le but et l'utilité du Conseil spécial des ministres supplémentaire ? S'agit-il tout simplement d'arriver à la conclusion que, malgré les diverses critiques, la coalition violette a réalisé un travail considérable et que nous nous en sortons mieux que nos voisins ? Veut-on lancer une invitation à poursuivre cette coalition ?

Comment le premier ministre réagit-il aux constats relatifs à la situation socioéconomique de notre pays ? Que compte-t-il faire après le Conseil spécial des ministres ?

01.02 Melchior Wathelet (cdH) : L'annonce de ce conclave dans la presse vise encore à faire de la publicité électorale pour votre gouvernement. L'ordre du jour annoncé, à savoir l'évaluation de vos dix chantiers et la préparation du contrôle budgétaire 2007, est particulièrement vague.

Même en se basant sur les chiffres du Bureau du plan, il est clair que les 200.000 emplois ne seront pas atteints ; quelque 101.000 emplois auraient été créés.

On n'atteindra pas non plus le taux d'emploi de 65 % que vous annonciez, puisque l'on n'est qu'à 61,1 % et que la tendance est à la baisse.

La presse annonce aujourd'hui qu'un Belge sur sept est pauvre. Vous n'aurez donc pas réussi à bannir la pauvreté. Le souhait très socialiste de réaliser la liaison au bien-être n'est pas réalisé.

En matière d'innovation, un domaine capital aux yeux du cdH pour l'avenir de notre économie, le ministre Verwilghen a annoncé en commission que l'on n'atteindrait pas notre objectif de 3 % du PIB.

En matière d'énergie, vous avez bien fait d'abandonner votre « Gore Tax », qui n'était pas une bonne mesure. Mais comment pouvez-vous annoncer un « Kyoto Plus » alors que nous n'atteignons même pas les objectifs du protocole de Kyoto ?

Dans ces cinq chantiers, les objectifs ne sont donc pas atteints. Et je n'ai même pas évoqué la compétitivité.

En ce qui concerne l'équilibre budgétaire, la présence de M. Quaden, gouverneur de la Banque nationale, sera une bonne chose, et j'espère qu'il soulignera les problèmes budgétaires : en 2005, 2,5 milliards pour la

dette de la SNCB ; 2006, argent pris aux Régions, vente de bâtiments, perte de 900 millions et principe de l'ancre pour aboutir à un équilibre budgétaire ; 2007, déjà des bâtiments vendus et enrôlements négatifs, etc.

Alors que l'équilibre des caisses de l'État n'est qu'une façade qui s'effrite, vous annoncez à nouveau un de ces conclaves dont sortiront de grandes promesses. Pourquoi ne pas réaliser plutôt l'évaluation de votre politique en toute transparence, ici, au Parlement ?

01.03 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Lors du Conseil des ministres qui est prévu du 16 au 18 mars, deux jours sur trois seront consacrés à un contrôle budgétaire approfondi. Ce contrôle interviendra donc au moment habituel. Il donnera peut-être lieu à un projet de loi-programme, qui sera soumis au Parlement peu après Pâques. Nous demanderons au Parlement d'adopter encore ce projet avant la dissolution de la Chambre. En effet, le budget doit être attentivement vérifié même si nous sommes dans une année électorale.

Le premier jour du Conseil des ministres, le gouvernement établira un bilan détaillé de la politique relative au marché de l'emploi, à la politique économique et industrielle, au Pacte de solidarité entre les générations et au plan Kyoto. Quantité de mesures ont déjà été mises en oeuvre, mais les résultats obtenus dans tous les domaines stratégiques importants seront passés au crible et le gouvernement décidera si des mesures additionnelles sont nécessaires dans certains domaines.

M. De Crem a profité de l'occasion pour porter un regard très sélectif sur le rapport de la Banque nationale que j'invite chacun à consulter. M. De Crem y a lu que les finances publiques sont très mal en point, que la situation de l'emploi est catastrophique et que nos prestations en matière de croissance économique sont en dessous de tout. Je ne peux m'empêcher de saisir la perche qu'il me tend.

Je lis dans le rapport qu'en ce qui concerne l'emploi, par exemple, 160.000 emplois ont été créés depuis 2004 sous le gouvernement violet. Plus de 40.000 nouveaux emplois sont prévus pour 2007. Nous n'avons pas atteint l'objectif des 200.000 emplois, en tout cas pas selon la Banque nationale. L'INS parle quant à lui de plus de 200.000 emplois. Nous devons continuer à mener une politique créatrice d'emplois. Il y a actuellement quelque 4.260.000 emplois en Belgique, contre moins de 3.900.000 il y a 7 ans. De 40.000 à 50.000 nouveaux emplois sont créés chaque année et je compte bien poursuivre dans cette voie.

Par ailleurs, il n'est pas exact d'affirmer qu'il s'agit d'emplois dans le secteur public. Sur les 46.000 emplois nouvellement créés en 2006, 40.000 ont vu le jour dans le secteur privé. Il est tout aussi peu correct de parler d'emplois subventionnés dans le cas des titres-services : une réduction de charges ne constitue en effet pas une subvention. Cependant, même si nous ne tenons pas compte des titres-services, nous continuons à constater que durant la période 2005-2006, trois emplois nouveaux sur quatre ont été créés dans le secteur privé. On ne peut bien entendu que se féliciter de cet état de fait.

La création d'entreprises a atteint un record en 2006. Si la culture du risque s'était quelque peu perdue au cours des dernières années, nous observons heureusement à présent un retour à ce principe. Le précédent record de créations d'entreprises remontait déjà à 1989. Par ailleurs, le nombre de faillites connaît également une évolution favorable puisqu'il s'inscrit en baisse.

La croissance économique s'est élevée à 3 %, un taux supérieur à la moyenne de la zone euro.

(*En français*) On a dépassé la moyenne de la zone euro pour la quatrième année consécutive. Une politique d'équilibre budgétaire, de diminutions d'impôts et d'augmentation du pouvoir d'achat peut donc créer une croissance économique élevée.

Il faut maintenir cette tendance, qui commence d'ailleurs à engendrer une diminution du chômage : nous sommes passés de 8,5 à 8,3 % ! Il faut espérer que cela s'accélère dans l'avenir.

(*En néerlandais*) Nous espérons que la tendance se maintiendra en 2007. Pour ma part, et sur la base de l'analyse de la BCE et de la Commission européenne, j'escompte une croissance supérieure à celle dont nous avons tenu compte lors de l'élaboration du budget.

J'aimerais formuler, à propos de l'étude sur la pauvreté du professeur Cantillon, une petite remarque. Celle-ci n'émane d'ailleurs pas de moi mais de l'ancien chef du service d'étude de l'ACV (CSC), M. De Swert, qui fait tout de même autorité dans les milieux d'opposition. Les chiffres relatifs à la pauvreté sont toujours calculés en fonction du revenu moyen. Lorsque la croissance du bien-être est rapide, cela débouche donc aussi, au départ, sur une croissance de la pauvreté. L'on en vient ainsi au constat paradoxal qu'une hausse de l'emploi entraîne une hausse des chiffres relatifs à la pauvreté.

L'opposition se plaît à répéter que le budget présente un déficit structurel mais cette notion est très théorique. Tout dépend en effet de la croissance : une croissance faible permet d'atteindre plus facilement un excédent structurel, ce qui fut le cas en 2005. Le déficit structurel – certes léger – de 2006 est dû à la croissance élevée enregistrée cette année-là.

La dette publique est aujourd'hui inférieure à 90 % du PIB. En outre, notre pays – à l'instar de la Finlande – affiche le solde primaire le plus élevé de l'Union européenne. Bien que le solde primaire s'amointrisse à mesure que l'endettement se réduit, nous n'avons pas été insensibles à la critique concernant la diminution progressive de notre solde primaire ces dernières années, parce que nous devons tenir compte du coût du vieillissement. C'est pourquoi en 2007, nous hisserons à nouveau le solde primaire au-delà des 4,3 % du PIB.

Voilà la lecture que je fais du rapport de la Banque nationale : elle est un peu moins influencée par la proximité du 10 juin que l'interprétation de M. De Crem.

01.04 Pieter De Crem (CD&V) : La réponse du premier ministre était une nouvelle fois des plus prévisibles. Après son cours de fédéralisme au palais, il nous a aujourd'hui donné un cours sur la manière de lire un rapport de la Banque Nationale. Comme si c'était nécessaire.

Force est de constater que le sp.a brille par son absence. Nous savons que le sp.a n'est pas particulièrement heureux du Conseil des ministres spécial annoncé étant donné que celui-ci pourrait bien déboucher sur la remise d'un doctorat *horribilis causa* pour cause de non-exécution des décisions prises lors des Conseils des ministres spéciaux précédents.

Le premier ministre souligne que les créations d'entreprises sont nombreuses mais il passe sous silence les nombreuses faillites survenues peu de temps après la constitution de petites entreprises surtout. Il voit la vie en bleu mais je pense qu'il doit changer de lunettes. Il a dressé un portrait caricatural du rapport de la Banque Nationale. Nous sommes parfaitement capables d'analyser nous-mêmes ce rapport et même si nous étions trop orientés sur le volet politique et peu rompus aux mécanismes économiques, le gouverneur Quaden serait en tout état de cause un commentateur de qualité.

J'avais demandé au premier ministre quelles étaient ses intentions pour ce Conseil des ministres spécial. Il a toutefois éludé la question et s'est retranché derrière le rapport de la Banque Nationale. Le premier ministre ne sait pas lui-même ce qu'il y fera. Il disparaîtra dès lors de la scène politique : s'il n'a pas de partenaire flamand, le premier ministre est condamné à danser en rond et en solo. Voilà qui n'est pas sans évoquer le chant du cygne.

01.05 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Il s'agit plutôt de l'interpellation qui a un caractère évanescent.

01.06 Pieter De Crem (CD&V) : Le Conseil des ministres extraordinaire ne sera rien de plus qu'une mascarade. On nous annoncera ensuite que des avancées ont tout de même été enregistrées sur certains points. En quelque sorte, nous assisterons à une resucée du congrès du VLD. Il s'agit avant tout de faire oublier au citoyen qu'il devra payer davantage d'impôts par le biais de la taxe sur les emballages, que Mme Van den Bossche ne connaissait pas la différence entre un acompte et un emprunt, que 28 détenus ont pu s'échapper de la prison de Termonde, que le fisc a commis une petite erreur de calcul portant sur pas moins de 850 millions d'euros et que l'État a liquidé son patrimoine immobilier. Un grand coup de timbale pour faire

oublier que le premier ministre n'a pas atteint ses objectifs à cause de partenaires récalcitrants au sein de la coalition.

Le gouvernement n'a pas réussi à convertir la croissance économique en emploi. C'est ce dont on se souviendra. Ces Conseils des ministres n'empêcheront pas les citoyens de se dire que leur situation n'est pas meilleure qu'il y a quatre ans. C'est malheureusement le seul constat que le premier ministre pourra faire lors de la conférence de presse qui suivra le Conseil.

01.07 Melchior Wathelet (cdH) : L'ordre du jour de ces trois fameuses journées demeure obscur. Aurons-nous l'occasion de discuter au Parlement de ce premier contrôle budgétaire ?

01.08 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : Oui, comme toujours.

01.09 Melchior Wathelet (cdH) : En ce qui concerne les chiffres, vous avez une fâcheuse tendance à citer ceux qui vous arrangent. En 2003 vous aviez fait référence au Bureau du plan. Aujourd'hui vous utilisez d'autres sources.

L'important n'est pas le nombre absolu de créations d'emplois mais bien le taux d'emploi harmonisé. Or l'objectif était de 65 % et nous tournons autour de 61,1 %. En outre, ce taux a diminué entre 2005 et 2006 ce qui traduit une tendance à la baisse.

Pourquoi faisons-nous moins bien que nos voisins en termes de taux d'emploi harmonisé alors que notre croissance est supérieure ?

Enfin, je souhaite réagir à vos propos concernant la pauvreté. Quel culot ! Vous dites vous réjouir de l'augmentation de la pauvreté car cette évolution implique une augmentation du revenu moyen belge. Mais si la différence entre les revenus des plus pauvres et le revenu moyen s'accroît, cela veut dire que notre société devient plus duale. Or c'est ce qu'il faut éviter. C'est pour cette raison que nous plaçons pour la liaison au bien-être.

L'envie n'est plus satisfaisante. Mais cela ne suffit pas. Vous devez atteindre les objectifs que vous vous êtes fixés.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Pieter De Crem et est libellée comme suit :

«La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Pieter De Crem et Melchior Wathelet
et la réponse du premier ministre,
constate :

- que le taux d'emploi a diminué dans notre pays en 2006 et que l'écart avec le taux d'emploi moyen en Europe n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années ;
- que notre pays connaît l'un des taux de chômage les plus élevés de l'Europe des 15 ;
- que l'objectif de l'accord de gouvernement de créer 200.000 emplois nouveaux ne sera pas atteint ;
- que le budget 2006 présente un déficit structurel ;
- que le solde primaire connaît une évolution négative ;
- qu'aucun pacte de compétitivité n'a été élaboré ;
- que notre pays perd des parts de marché et qu'au cours de la période 2000-2005 la perte de parts de marché à l'exportation a été plus importante que la perte moyenne enregistrée par les pays de l'UEM ;
- que notre système de sécurité sociale a perdu de son efficacité en tant que système de protection du revenu ;

et demande au gouvernement

- de rendre publics ces résultats objectifs de la politique menée au cours des quatre dernières années et de prendre, lors du prochain conseil des ministres de trois jours, des mesures pour faire de notre pays un pays plus compétitif, plus social et plus sûr. »

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Mohammed Boukourna, Éric Libert et Willy Cortois.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02 Question de M. Hendrik Bogaert au Premier ministre sur "le rapport annuel de la Banque nationale" (n° 14227)

Le **président** : La question n° 14227 de M. Hendrik Bogaert est retirée.

03 Question de M. Pieter De Crem au Premier ministre sur "l'éventuelle confusion d'intérêts chez l'émissaire du gouvernement, M. Chevalier" (n° 14367)

03.01 Pieter De Crem (CD&V) : Ma question trouve son origine dans la rumeur selon laquelle un sénateur serait désigné en tant qu'émissaire du gouvernement belge au Conseil de Sécurité des Nations unies. Elle a été dépassée par l'actualité dans l'intervalle. Quelle est la position du Premier ministre en la matière ?

03.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Je confirme que la personne concernée renonce à ses mandats au sein du groupe en question, de telle sorte que tout risque de conflit d'intérêts est écarté.

03.03 Pieter De Crem (CD&V) : Le gouvernement doit se montrer très prudent lors de la désignation d'émissaires spéciaux.

L'incident est clos.

04 Interpellation de M. Francis Van den Eynde au premier ministre sur «la propagande gouvernementale en cette période préélectorale» (n° 1028)

Le **président** : L'interpellation n° 1028 de M. Van den Eynde, qui est absent sans être excusé, est reportée.

La discussion des interpellations et des questions se termine à 15 h 26.

De vergadering wordt geopend om 14.32 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Samengevoegde interpellaties van

- de heer Pieter De Crem tot de eerste minister over "het aangekondigde driedaagse conclaaf van de regering" (nr. 1024)
- de heer Melchior Wathélet tot de eerste minister over "het driedaags conclaaf waarin de regering voorziet" (nr. 1025)
- de heer Jean-Marc Nollet aan de eerste minister over "de megaministerraad die is aangekondigd voor de maand maart" (nr. 14218)

De **voorzitter** : De heer Jean-Marc Nollet is afwezig. Zijn vraag nr. 14218 wordt als ingetrokken beschouwd.

01.01 Pieter De Crem (CD&V) : In maart wordt er een driedaagse bijzondere ministerraad georganiseerd. Op 16 maart zal de balans van de uitvoering van het regeerakkoord worden gemaakt, op 17 maart komt Guy Quaden, de gouverneur van de Nationale Bank, een aantal zaken duiden en op 18 maart wordt de begrotingscontrole gehouden.

De socialisten waren naar verluidt niet zo enthousiast over het initiatief van de premier, omdat zij vrezen dat er vooral een show zal worden opgevoerd. Die vrees is mijns inziens terecht. Na de vorige grote ministerraden van paars werden heel wat maatregelen aangekondigd die nadien niet werden uitgevoerd. Bovendien lekten er ook minder aangename beslissingen uit, zoals het cliquetsysteem voor benzine.

Dat de regering de heer Quaden uitnodigt om enkele zaken te komen duiden, is dan weer wel een goed idee. De cijfers die de minister van Financiën aan de regering en het Parlement meedeelt, bleken in het verleden immers niet altijd even correct. Vers in het geheugen ligt de fout van 800 miljoen euro bij de

begrotingscontrole in juli vorig jaar.

Een ander belangrijke vaststelling is dat uit de jaarverslagen van de Nationale Bank blijkt dat de regering in de voorbije jaren niet veel heeft gedaan met de vruchten van de goede economische conjunctuur die Europa geniet. De achterstand van België inzake werkgelegenheid is niet kleiner geworden, de economische groei is niet vertaald in voldoende jobs. In 2006 is de werkgelegenheidsgraad zelfs gedaald. De werkloosheid blijft hoog: 8,3 procent van de beroepsbevolking was werkloos in 2006. Ondanks de lichte daling van 0,2 procent, behoort onze werkloosheidsgraad tot de hoogste van de EU-15.

De in het regeerakkoord aangekondigde 200.000 nieuwe jobs zijn er niet gekomen. Het aantal blijft steken op een goeie 150.000. Voor een groot deel gaat het bovendien over non-profitjobs, gesubsidieerd door de overheid. De doelstelling van het regeerakkoord om voor een volledige tewerkstelling en volwaardige jobs te zorgen, is dus niet bereikt. De achterstand die onze werkgelegenheid vertoont ten opzichte van landen met een vergelijkbare sociaaleconomische situatie, is verbijsterend.

Volgens de Nationale Bank vertoonde de begroting in 2006 een structureel tekort van 0,4 procent van het bbp – de EU spreekt zelfs van een tekort van 0,7 procent. De economische groei en de aankomende vergrijzing werden niet gekoppeld aan een vooruitziend begrotingsbeleid. De economische groei is met andere woorden niet gebruikt om structurele begrotingsoverschotten op te bouwen. Tegenslagen – zoals het overschatten van de verwachte inkomsten – werden gecompenseerd met een hele rits eenmalige maatregelen.

Het structurele primair saldo van ons land is gedaald van zeven procent van het bbp naar 3,7 procent. Ik vermoed dat gouverneur Quaden de regering op 17 maart zal vertellen wat wij ook al in het verslag kunnen lezen: België verliest marktaandeel. De export daalt en in alle competitiviteitsrankings scoort ons land erg slecht.

Belangrijk is ook dat de performantie van de sociale zekerheid als inkomensbescherming is afgenomen. Wij zakken weg van de top naar de middelmaat. Niet alleen professor Bea Cantillon zegt dat, ook het Centrum Sociaal Beleid wijst erop. Nochtans sprak het regeerakkoord van een creatief en solidair België, van zuurstof voor het land. Helaas, de zuurstoffles werd niet bijgevuld.

Al deze vaststellingen over de socio-economische toestand van het land komen niet van de oppositie. Het zijn objectieve vaststellingen van onverdachte instituten, zoals de Nationale Bank, het Rekenhof en het Planbureau.

Wat is nu precies het nut en het doel van de extra ministerraad? Is het gewoon de bedoeling om tot de conclusie te komen dat paars, ondanks de veelvuldige kritiek, behoorlijk heeft gewerkt, dat wij het beter doen dan de ons omringende landen? Wil men oproepen tot een voorzetting van deze coalitie?

Hoe reageert de premier op de vaststellingen over de sociaal-economische toestand van ons land? Wat zijn de intenties van de eerste minister na de extra ministerraad?

01.02 Melchior Wathelet (cdH): Met de aankondiging van dat conclaaf in de pers wil uw regering nog maar eens een verkiezingsstunt uithalen. De agenda is bijzonder vaag en beperkt zich tot de evaluatie van uw tien werven en de voorbereiding van de begrotingscontrole 2007.

Zelfs uit de cijfers van het Planbureau blijkt duidelijk dat de doelstelling van 200.000 nieuwe jobs niet gehaald wordt. Er zouden ongeveer 101.000 banen zijn bijgekomen.

Men zal evenmin de door u vooropgestelde werkgelegenheidsgraad van 65 procent behalen, vermits die momenteel slechts 61,1 procent bedraagt en de tendens dalend is.

In de pers van vandaag staat te lezen dat één Belg op zeven in armoede leeft. U is er dus niet in geslaagd de armoede uit te bannen. Van het garanderen van de welvaartvastheid, iets waar vooral de socialisten op aandrongen, is niets in huis gekomen.

Minister Verwilghen heeft tevens in de commissie verklaard dat wij inzake innovatie, een domein dat volgens de cdH van cruciaal belang is om onze economische toekomst te vrijwaren, onze doelstelling van 3 procent van het BBP niet zullen halen.

Op energievlak heeft u er goed aan gedaan af te zien van uw 'Gore tax', want dat was geen goede maatregel. Maar hoe kan u nu een 'Kyoto Plus' aankondigen terwijl wij er zelfs niet in slagen de doelstellingen van het Kyoto-protocol te halen?

Voor die vijf werven werden de doelstellingen dus niet bereikt. En dan heb ik het nog niet gehad over de concurrentiekracht.

In verband met het begrotingsevenwicht zal de aanwezigheid van de heer Quaden, gouverneur van de Nationale Bank, zeer nuttig zijn, en ik hoop dan ook dat hij de nadruk zal leggen op de vele begrotingsproblemen: in 2005, 2,5 miljard voor de schuld van de NMBS; in 2006 wordt de Gewesten geld ontnomen, worden gebouwen verkocht, is er een verlies van 900 miljoen en wordt het ankerprincipe toegepast om te komen tot een begroting in evenwicht; in 2007 werden reeds gebouwen verkocht en is er sprake van negatieve inkohieringen, enz.

Ondanks het feit dat het evenwicht van de Staatskas nog slechts een afbrokkelende façade is, kondigt u eens te meer een van die conclaven aan waar ronkende beloftes uit zullen voortvloeien. Waarom kan uw beleid niet in alle transparantie hier in het Parlement geëvalueerd worden?

01.03 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Twee van de drie dagen van de Ministerraad van 16 tot 18 maart zullen worden besteed aan een grondige begrotingscontrole. Dat is het klassieke moment voor zo'n controle. Die controle zal wellicht aanleiding geven tot een ontwerp van programmawet, dat we kort na Pasen aan het Parlement zullen voorleggen. We zullen het Parlement vragen om het ontwerp nog voor de ontbinding van de Kamer goed te keuren. Ook in een verkiezingsjaar moet de begroting immers op de voet worden gevolgd.

De eerste dag van de Ministerraad zal de regering de gevoerde politiek inzake arbeidsmarkt, economisch en industrieel beleid, Generatiepact en Kyotoplan nog eens grondig in kaart brengen. Veel is al uitgevoerd, maar verwezenlijkingen op alle belangrijke beleidsdomeinen zullen kritisch worden bekeken en de regering zal nagaan of er op bepaalde domeinen additionele maatregelen nodig zijn.

De heer De Crem heeft van de gelegenheid gebruik gemaakt om het verslag van de Nationale Bank door zijn wel erg selectieve bril te bekijken. Ik raad iedereen aan het verslag zelf te lezen. De Crem leest in dat verslag dat het wel erg slecht gaat met de openbare financiën, dat de werkgelegenheid een ramp is en dat ook onze economische groeiprestaties geheel ondermaats zijn. Ik kan niet weerstaan aan de voorzet die de heer De Crem mij geeft.

Ik lees in het verslag bijvoorbeeld over de werkgelegenheid dat er onder paars sinds 2004 160.000 banen zullen zijn bijgekomen. De prognose voor 2007 is dat er weer meer dan 40.000 banen zullen bijkomen. We hebben niet de voorspelde 200.000 gehaald, althans niet volgens de Nationale Bank. Volgens het NIS gaat het dan weer om meer dan 200.000 banen. Het belangrijkste is dat we een beleid blijven voeren dat nieuwe banen genereert. In België zijn er nu ongeveer 4.260.000 banen, terwijl dat er zeven jaar geleden minder dan 3.900.000 waren. Elk jaar komen er 40.000 tot 50.000 banen bij en die lijn wil ik doortrekken.

Het is trouwens niet juist dat het hoofdzakelijk om banen in de publieke sector gaat. Van de 46.000 banen die er in 2006 zijn bijgekomen, nam de privésector er 40.000 voor zijn rekening. Het is ook niet correct om met betrekking tot de dienstencheques van gesubsidieerde banen te spreken: een lastenverlaging is immers geen subsidie. Maar zelfs als we geen rekening houden met de dienstencheques, dan nog kunnen we vaststellen dat drie van de vier banen die er in de periode 2005-2006 zijn bijgekomen zuiver op het conto van de privésector komen, en dat is natuurlijk een goede zaak.

In 2006 werd een recordaantal nieuwe ondernemingen opgericht. De voorbije jaren was de risicocultuur een beetje teloorgegaan, maar daar komt nu gelukkig een kentering in. Het is al van 1989 geleden dat er nog zoveel nieuwe ondernemingen werden opgericht en bovendien daalt ook het aantal faillissementen.

De economische groei bedroeg drie procent, meer dan het gemiddelde van de Eurozone.

(Frans) Voor het vierde opeenvolgende jaar hebben we het gemiddelde van de eurozone oversteegen. Ons beleid, dat ertoe strekt een begrotingsevenwicht te bereiken, de belastingen te verlagen en de koopkracht te verhogen, kan de economische groei dus aanzienlijk doen toenemen.

We moeten die trend aanhouden, die de werkloosheid trouwens al van 8,5 naar 8,3 procent heeft teruggebracht! We hopen dat die daling in de toekomst nog kan worden versneld.

(Nederlands) We hopen dat deze tendens zich in 2007 voortzet. Persoonlijk verwacht ik, op basis van de analyses van de ECB en van de Europese Commissie, een hogere groei dan die waar we rekening mee gehouden hebben bij de start van de begroting.

Bij de armoedestudie van professor Cantillon wil ik toch een kanttekening maken, die overigens niet van mij komt maar van het voormalige hoofd van de ACV-studiedienst De Swert, toch een autoriteit in oppositiekringen. De armoedecijfers worden steeds berekend ten opzichte van het gemiddelde inkomen. Dit betekent dat wanneer de welvaarts groei aantrekt, dit aanvankelijk ook tot een toename van de armoede zal leiden. Dit brengt ons tot de paradoxale vaststelling dat een stijging van de werkgelegenheid een stijging van de armoedecijfers veroorzaakt.

De oppositie herhaalt graag dat de begroting een structureel tekort vertoont, maar dat begrip is erg theoretisch. Alles hangt namelijk af van de groei: als de groei laag is, is het gemakkelijker om een structureel overschot te bereiken. Dat was het geval in 2006. Dat er in 2006 een – weliswaar licht – structureel tekort was, is te danken aan de hoge groei in dat jaar.

De overheidsschuld is onder de 90 procent van het bbp gezakt. Bovendien heeft ons land, samen met Finland, het hoogste primair saldo van de EU. Hoewel het primair saldo minder belangrijk wordt naarmate de schuldenlast daalt, waren we toch niet ongevoelig voor de kritiek dat ons primair saldo de laatste jaren geleidelijk gedaald was, omdat we rekening moeten houden met de kosten van de vergrijzing. Daarom zullen we in 2007 het primair saldo opnieuw optrekken tot boven de 4,3 procent van het bbp.

Tot zover mijn lezing van het rapport van de Nationale Bank, die iets minder door 10 juni gekleurd was dan die van de heer De Crem.

01.04 Pieter De Crem (CD&V): Het antwoord van de premier blonk weer uit door voorspelbaarheid. Na zijn cursus federalisme op het paleis, heeft hij ons hier nu een cursus gegeven over hoe men een verslag van de Nationale Bank moet lezen. Alsof we daar behoefte aan hadden.

Het valt op dat er niemand van sp.a aanwezig is. We weten dat de sp.a niet bijzonder opgezet is met de aangekondigde bijzondere ministerraad, omdat die wel eens zou kunnen uitdraaien op de uitreiking van een doctoraat *horribilis causa* wegens het niet-realiseren van de beslissingen die op de vorige bijzondere ministerraden genomen zijn.

De premier merkt op dat er veel nieuwe ondernemingen opgericht zijn, maar hij verzwijgt de vele faillissementen kort na oprichting van vooral kleine vennootschappen. Hij ziet het leven door een blauwe bril, maar ik vrees dat die bril hem kortzichtig maakt. Hij heeft een karikatuur gemaakt van het verslag van de Nationale Bank. Wij zijn heus wel in staat om dat verslag zelf te analyseren, en zelfs als we daar te politiek en economisch ongeletterd voor zouden zijn, dan hebben we in gouverneur Quaden in elk geval al een goede uitlegger.

Ik had de premier gevraagd wat hij op die bijzondere ministerraad wilde doen. Hij heeft de vraag echter ontweken en zich verstoppt achter het verslag van de Nationale Bank. De premier weet zelf niet wat hij daar gaat doen. Dit is sterven op de politieke dansvloer: bij gebrek aan partner aan Vlaamse kant danst de premier een solo surplace. Het is een beetje het verhaal van de stervende zwaan.

01.05 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Dit lijkt me eerder het verhaal van de stervende interpellatie.

01.06 **Pieter De Crem** (CD&V): De bijzondere ministerraad zal niet meer zijn dan een schijnvertoning, met de boodschap dat er toch iets gebeurd is, een heruitgave van het VLD-partijcongres als het ware. Het gaat er vooral om de mensen te doen vergeten dat ze meer belastingen zullen betalen via de verpakkingssheffing, dat minister Van den Bossche het onderscheid niet wist tussen een voorschot en een lening, dat 28 gedetineerden konden ontsnappen uit de gevangenis van Dendermonde, dat de fiscus een rekenfoutje maakte van liefst 850 miljoen euro en dat de overheid een uitverkoop hield van haar vastgoedpatrimonium. Een grote paukenslag om de doen vergeten dat de premier zijn doelstellingen niet gehaald heeft door het toedoen van weerbarstige coalitiepartners.

De regering is er niet in geslaagd de economische groei om te zetten in werkgelegenheid. Dat zal blijven nazinderen. Ook na die ministerraden zullen de mensen zeggen dat ze niet beter af zijn dan vier jaar geleden. Dit is helaas het enige dat de premier op zijn persconferentie achteraf zal kunnen vaststellen.

01.07 **Melchior Wathelet** (cdH): De agenda van die drie fameuze dagen blijft erg onduidelijk. Komt er in het Parlement een debat over deze eerste begrotingscontrole?

01.08 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Ja, zoals altijd.

01.09 **Melchior Wathelet** (cdH): Wat betreft het cijfermateriaal heeft u de vervelende neiging om vooral die cijfers aan te halen die u goed uitkomen. In 2003 heeft u verwezen naar het Planbureau. Vandaag gebruikt u andere bronnen.

Niet het absolute cijfer van het aantal nieuwe jobs is belangrijk, maar wel de geharmoniseerde werkgelegenheidsgraad. De doelstelling bedroeg echter 65 procent en we zitten nu aan ongeveer 61,1 procent. Bovendien is die werkgelegenheidsgraad tussen 2005 en 2006 gedaald, wat wijst op een neergaande tendens.

Waarom doen we het minder goed dan onze buurlanden op het stuk van de geharmoniseerde werkgelegenheidsgraad, terwijl onze groei hoger ligt?

Tot slot wens ik te reageren op uw opmerkingen inzake de armoede. Hoe durft u! U zegt dat u gelukkig is met de stijgende armoede, want die evolutie houdt een stijging van het gemiddeld Belgisch inkomen in. Maar als de kloof tussen de inkomsten van de armste burgers en het gemiddeld inkomen groeit, betekent dit dat onze maatschappij nog dualer wordt. Maar dat moeten we juist trachten te voorkomen. Daarom pleiten wij voor de welvaartsvastheid.

Dat u er opnieuw zin in heeft; volstaat niet. U moet de doelstellingen die u gesteld heeft, halen.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Pieter De Crem en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Pieter De Crem en Melchior Wathelet

en het antwoord van de eerste minister,

stelt vast dat

- de werkgelegenheidsgraad in ons land in 2006 is afgenomen en dat de kloof met het Europese gemiddelde de voorbije jaren groter is geworden;
- ons land een van de hoogste werkloosheidspercentages in de EU-15 heeft;

- de doelstelling in het regeerakkoord van 200.000 nieuwe jobs niet zal worden gehaald;
- er een structureel tekort is op de begroting 2006;
- het primair saldo negatief evolueert;
- geen competitiviteitspact tot stand is gekomen;
- ons land marktaandeel verliest en het exportmarktaandeel van ons land sneller daalt dan gemiddeld in de landen van de EMU over de periode 2000-2005;
- de performantie van onze sociale zekerheid als systeem van inkomensbescherming is afgenomen en vraagt de regering
- deze objectieve resultaten van het regeringsbeleid van de voorbije vier jaren bekend te maken en op de driedaagse Ministerraad maatregelen te nemen om ons land competitiever, socialer en veiliger te maken."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Mohammed Boukourna, Éric Libert en Willy Cortois.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de eerste minister over "het jaarverslag van de Nationale Bank" (nr. 14227)

De **voorzitter**: De vraag van de heer Hendrik Bogaert nr. 14227 wordt ingetrokken.

03 Vraag van de heer Pieter De Crem aan de eerste minister over "de mogelijke belangenvermenging in hoofde van regeringsgezant Chevalier" (nr. 14367)

03.01 Pieter De Crem (CD&V): Mijn vraag werd ingegeven door het bericht dat een bepaalde Senator zou worden aangesteld als Belgisch gevolmachtigde bij de VN-Veiligheidsraad. Ondertussen is ze door de actualiteit al ingehaald. Wat is het standpunt van de premier?

03.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Ik bevestig dat de betrokkene zijn mandaten bij de groep in kwestie neerlegt, zodat elk risico op belangenvermenging wegvalt.

03.03 Pieter De Crem (CD&V): De regering moet uit voorzorg omzichtig te werk gaan bij de aanstelling van bijzondere gevolmachtigden.

Het incident is gesloten.

04 Interpellatie van de heer Francis Van den Eynde aan de eerste minister over "de regeringspropaganda in deze pre-electorale periode" (nr. 1028)

De **voorzitter**: De interpellatie nr. 1028 van de heer Van Den Eynde, die afwezig is en niet verontschuldigd, wordt uitgesteld.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 15.26 uur.